

André Gorz

La sortie du capitalisme a déjà commencé

[Version en ligne sur le site d'ÉcoRev](#)
et publiée dans *Écologica* (Galilée, 2008)

La question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté. Par son développement même, le capitalisme a atteint une limite tant interne qu'externe qu'il est incapable de dépasser et qui en fait un système qui survit par des subterfuges à la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital.

La crise du système se manifeste au niveau macro-économique aussi bien qu'au niveau micro-économique. Elle s'explique principalement par un bouleversement technoscientifique qui introduit une rupture dans le développement du capitalisme et ruine, par ses répercussions, la base de son pouvoir et sa capacité de se reproduire. J'essaierai d'analyser cette crise d'abord sous l'angle macro-économique [1], ensuite dans ses effets sur le fonctionnement et la gestion des entreprises [2].

1. L'informatisation et la robotisation ont permis de produire des quantités croissantes de marchandises avec des quantités décroissantes de travail. Le coût du travail par unité de produit ne cesse de diminuer et le prix des produits tend à baisser. Or plus la quantité de travail pour une production donnée diminue, plus la valeur produite par travailleur – sa productivité – doit augmenter pour que la masse de profit réalisable ne diminue pas. On a donc cet apparent paradoxe que plus la productivité augmente, plus il faut qu'elle augmente encore pour éviter que le volume de profit ne diminue. La course à la productivité tend ainsi à s'accélérer, les effectifs employés à être réduits, la pression sur les personnels à se durcir, le niveau et la masse des salaires à diminuer. Le système évolue vers une limite interne où la production et l'investissement dans la production cessent d'être assez rentables.

En Chine, aux Philippines ou au Soudan, les chiffres attestent que cette limite est atteinte. L'accumulation productive du capital productif ne cesse de régresser. Aux États-Unis, les cinq cents firmes de l'indice Standard & Poor's disposent de 631 milliards de réserves liquides ; la moitié des bénéfices des entreprises américaines provient d'opérations sur les marchés financiers. En France, l'investissement productif des entreprises du CAC 40 n'augmente pas même quand leurs bénéfices explosent.

La production n'étant plus capable de valoriser l'ensemble des capitaux accumulés, une partie croissante de ceux-ci conserve la forme de capital financier. Une *industrie financière* se constitue qui ne cesse d'affiner l'art de faire de l'argent en n'achetant et ne vendant rien

d'autre que diverses formes d'argent. L'argent lui-même est la seule marchandise que l'industrie financière produit par des opérations de plus en plus hasardeuses et de moins en moins maîtrisables sur les marchés financiers. La masse de capital que l'industrie financière draine et gère dépasse de loin la masse de capital que valorise l'économie réelle (le total des actifs financiers représente 160 000 milliards de dollars, soit trois à quatre fois le PIB mondial). La « valeur » de ce capital est purement fictive : elle repose en grande partie sur l'endettement et le *good will*, c'est-à-dire sur des anticipations : la Bourse capitalise la croissance future, les profits futurs des entreprises, la hausse future des prix de l'immobilier, les gains que pourront dégager les restructurations, fusions, concentrations, etc. Les cours de Bourse se gonflent de capitaux et de leurs plus-values futures et les ménages se trouvent incités par les banques à acheter (entre autres) des actions et des certificats d'investissement immobilier, à accélérer ainsi la hausse des cours, à emprunter à leur banque des sommes croissantes à mesure qu'augmente leur capital fictif boursier.

La capitalisation des anticipations de profit et de croissance entretient l'endettement croissant, alimente l'économie en liquidités dues au recyclage bancaire de plus-value fictives, et permet aux États-Unis une « croissance économique » qui, fondée sur l'endettement intérieur et extérieur, est de loin le moteur principal de la croissance mondiale (y compris de la croissance chinoise). L'économie réelle devient un appendice des bulles spéculatives entretenues par l'industrie financière. Jusqu'au moment, inévitable, où les bulles éclatent, entraînent les banques dans des faillites en chaîne, menaçant le système mondial de crédit d'effondrement, l'économie réelle d'une dépression sévère et prolongée (la dépression japonaise dure depuis bientôt quinze ans).

On a beau accuser la spéculation, les paradis fiscaux, l'opacité et le manque de contrôle de l'industrie financière – en particulier des *hedge funds* –, la menace de dépression, voire d'effondrement qui pèse sur l'économie mondiale n'est pas due au manque de contrôle ; elle est due à l'incapacité du capitalisme de se reproduire. Il ne se perpétue et ne fonctionne que sur des bases fictives de plus en plus précaires. Prétendre redistribuer par voie d'imposition les plus-values fictives des bulles précipiterait cela même que l'industrie financière cherche à éviter : la dévalorisation de masses gigantesque d'actifs financiers et la faillite du système bancaire.

La « restructuration écologique » ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis cent cinquante ans. Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur trois ou quatre d'ici à l'an 2050. Or selon le rapport du Conseil sur le climat de l'ONU, les émissions de CO₂ devront diminuer de 85 % jusqu'à cette date pour limiter le réchauffement climatique à 2°C au maximum. Au-delà de 2°C, les conséquences seront irréversibles et non maîtrisables.

La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre écono-

mie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une *économie de guerre*. *La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre*, civilisée ou barbare. La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer.

La forme barbare nous est déjà familière. Elle prévaut dans plusieurs régions d'Afrique, dominées par des chefs de guerre, par le pillage des ruines de la modernité, les massacres et trafics d'êtres humains, sur fond de famine. Les trois *Mad Max* étaient des récits d'anticipation.

Une forme civilisée de la sortie du capitalisme, en revanche, n'est que très rarement envisagée. L'évocation de la catastrophe climatique qui menace conduit généralement à envisager un nécessaire « changement de mentalité », mais la nature de ce changement, ses conditions de possibilité, les obstacles à écarter semblent défier l'imagination. Envisager une autre économie, d'autres rapports sociaux, d'autres modes et moyens de production et modes de vie passe pour « irréaliste », comme si la société de la marchandise, du salariat et de l'argent était indépassable. En réalité une foule d'indices convergents suggèrent que *ce dépassement est déjà amorcé* et que les chances d'une sortie civilisée du capitalisme dépendent avant tout de notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent la possibilité.

2. Le capitalisme doit son expansion et sa domination au pouvoir qu'il a pris en l'espace d'un siècle sur la production et la consommation à la fois. En dépossédant d'abord les ouvriers de leurs moyens de travail et de leurs produits, il s'est assuré progressivement le monopole des moyens de production et la possibilité de subsumer le travail. En spécialisant, divisant et mécanisant le travail dans de grandes installations, il a fait des travailleurs les appendices des mégamachines du capital. Toute appropriation des moyens de production par les producteurs en devenait impossible. En éliminant le pouvoir de ceux-ci sur la nature et la destination des produits, il a assuré au capital le quasi-monopole de l'offre, donc le pouvoir de privilégier dans tous les domaines les productions et les consommations les plus rentables, ainsi que le pouvoir de façonner les goûts et désirs des consommateurs, la manière dont ils allaient satisfaire leurs besoins. C'est ce pouvoir que la révolution informationnelle commence de fissurer.

Dans un premier temps, l'informatisation a eu pour but de réduire les coûts de production. Pour éviter que cette réduction des coûts entraîne une baisse correspondante du prix des marchandises, il fallait, dans toute la mesure du possible, soustraire celles-ci aux lois du marché. Cette soustraction consiste à conférer aux marchandises des *qualités incomparables* grâce auxquelles elles paraissent *sans équivalent* et cessent par conséquent d'apparaître comme de simples marchandises.

La valeur commerciale (le prix) des produits devait donc dépendre davantage de leurs *qualités immatérielles* non mesurables que de leur utilité (valeur d'usage) substantielle. Ces qualités immatérielles – le style, la nouveauté le prestige de la marque, le rareté ou « exclusi-

vité » – devaient conférer aux produits un statut comparable à celui des œuvres d’art : celles-ci ont une *valeur intrinsèque*, il n’existe aucun étalon permettant d’établir entre elles un *rapport d’équivalence* ou « juste prix ». Ce ne sont donc pas de vraies marchandises. Leur prix dépend de leur rareté, de la réputation du créateur, du désir de l’acheteur éventuel. Les qualités immatérielles incomparables procurent à la firme productrice l’équivalent d’un monopole et la possibilité de s’assurer une *rente* de nouveauté, de rareté, d’exclusivité. Cette rente masque, compense et souvent surcompense la diminution de la valeur au sens économique que la baisse des coûts de production entraîne pour les produits en tant que marchandises par essence échangeable entre elles selon leur rapport d’équivalence. Du point de vue économique, l’innovation ne crée donc pas de valeur ; elle est le moyen de créer de la rareté, source de rente, et d’obtenir un surprix au détriment des produits concurrents. La part de la rente dans le prix d’une marchandise peut être dix, vingt ou cinquante fois plus grand que son coût de revient, et cela ne vaut pas seulement pour les articles de luxe ; cela vaut aussi bien pour des articles d’usage courant comme les baskets, T-shirts, portables, disques, jeans, etc.

Or la rente n’est pas de même nature que le profit : elle ne correspond pas à la création d’un surcroît de valeur, d’une plus-value. Elle redistribue la masse totale de la valeur au profit des entreprises rentières et aux dépens des autres ; elle n’augmente pas cette masse ¹.

Lorsque l’accroissement de la rente devient le but déterminant de la politique des firmes – plus important que le profit qui, lui, se heurte à la limite interne indiquée plus haut – la concurrence entre les firmes porte avant tout sur leur capacité et rapidité d’innovation. C’est d’elle que dépend avant tout la grandeur de leur rente. Elles cherchent donc à se surpasser dans le lancement de nouveaux produits ou modèles ou styles, par l’originalité du *design*, par l’inventivité de leurs campagnes de *marketing*, par la « personnalisation » des produits. L’accélération de l’obsolescence, qui va de pair avec la diminution de la durabilité des produits et de la possibilité de les réparer, devient le moyen décisif d’augmenter le volume des ventes. Elle oblige les firmes à inventer continuellement des besoins et des désirs nouveaux, à conférer aux marchandises une valeur symbolique, sociale, érotique, à diffuser une « culture de la consommation » qui mise sur l’individualisation, la singularisation, la rivalité, la jalousie, bref sur ce que j’ai appelé ailleurs la « socialisation antisociale ».

Tout s’oppose dans ce système à l’autonomie des individus ; à leur capacité de réfléchir ensemble à leurs fins communes et à leurs besoins communs ; de se concerter sur la meilleure manière d’éliminer les gaspillages, d’économiser les ressources, d’élaborer ensemble, en tant que producteurs et consommateurs, une norme commune du suffisant – de ce que Jacques Delors appelait une « abondance frugale ». De toute évidence, la rupture avec la

¹ La valeur travail est une idée d’Adam Smith qui voyait dans le travail la substance commune de toutes les marchandises et pensait que celles-ci s’échangeaient en proportion de la quantité de travail qu’elles contenaient. La *valeur travail* n’a rien à voir avec ce qu’on entend par là aujourd’hui et qui (chez Dominique Méda entre autres) devrait être désigné comme *travail valeur* (valeur morale, sociale, idéologique etc.).

Marx a affiné et retravaillé la théorie d’Adam Smith. En simplifiant à l’extrême, on peut résumer la notion *économique* de valeur en disant : une entreprise *crée de la valeur* dans la mesure où elle produit une marchandise vendable avec du travail pour la rémunération duquel elle met en circulation (crée, distribue,) du pouvoir d’achat. Si son activité n’augmente pas la quantité d’argent en circulation elle ne crée pas de valeur. Si son activité détruit de l’emploi elle détruit de la valeur. La rente de monopole consomme de la valeur créée par ailleurs et se l’approprie. Les services à la personne ne créent pas de valeur mais en redistribuent.

tendance au « produire plus, consommer plus » et la redéfinition autonome d'un modèle de vie visant à *faire plus et mieux avec moins*, suppose la rupture avec une civilisation où on ne produit rien de ce qu'on consomme et ne consomme rien de ce qu'on produit ; où producteurs et consommateurs sont séparés et où chacun s'oppose à lui-même en tant qu'il est toujours l'un et l'autre à la fois ; où tous les besoins et tous les désirs sont rabattus sur le besoin de gagner de l'argent et le désir de gagner plus ; où la possibilité de l'autoproduction pour l'autoconsommation semble hors de portée et ridiculement archaïque – à tort.

Et pourtant, la « dictature sur les besoins » perd de sa force. L'emprise que les firmes exercent sur les consommateurs devient plus fragile en dépit de l'explosion des dépenses pour le *marketing* et la publicité. La tendance à l'autoproduction regagne du terrain en raison du poids croissant qu'ont les contenus immatériels dans la nature des marchandises. Le monopole de l'offre échappe petit à petit au capital.

Il n'est pas difficile de privatiser et de monopoliser des contenus immatériels aussi longtemps que connaissances, idées, concepts mis en œuvre dans la production et dans la conception des marchandises étaient définis en fonction de machines et d'articles dans lesquels ils étaient incorporés en vue d'un usage précis. Machines et articles pouvaient être brevetés et la position de monopole protégée. La propriété privée de connaissances et de concepts était rendue possible par le fait qu'ils étaient inséparables des objets qui les matérialisaient. Ils étaient une composante du capital fixe.

Mais tout change quand les contenus immatériels ne sont plus inséparables des produits qui les contiennent ni même des personnes qui les détiennent ; quand ils accèdent à une existence indépendante de toute utilisation particulière et qu'ils sont susceptibles, traduits en logiciels, d'être reproduits en quantités illimitées pour un coût infime. Ils peuvent alors devenir un bien abondant qui, par sa disponibilité illimitée, perd toute valeur d'échange et tombe dans le domaine public comme *bien commun* gratuit – à moins qu'on ne réussisse à l'en empêcher en interdisant l'accès et l'usage illimités auxquels il se prête.

Le problème auquel se heurte « l'économie de la connaissance » provient du fait que la dimension immatérielle dont dépend le rentabilité des marchandises n'est pas, à l'âge de l'informatique, de la même nature que ces dernières : elle n'est la *propriété privée* ni des entreprises ni des collaborateurs de celles-ci ; elle n'est pas, de par sa nature privatisable, et ne peut, par conséquent, devenir une vraie marchandise. Elle peut seulement être déguisée en propriété privée et marchandise en réservant son *usage exclusif* par des artifices juridiques ou techniques (codes d'accès secrets). Ce déguisement ne change cependant rien à la réalité de bien commun du bien ainsi déguisé : il reste une non-marchandise non vendable dont l'accès et l'usage libres sont interdits *parce qu'ils demeurent toujours possibles*, parce que le guettent les « copies illicites », les « imitations », les usages interdits. Le soi-disant propriétaire lui-même ne peut les vendre c'est-à-dire en transférer la propriété privée à un autre, comme il le ferait pour une vraie marchandise ; il ne peut vendre qu'un droit d'accès ou d'usage « sous licence ».

L'économie de la connaissance se donne ainsi pour base une richesse ayant vocation d'être un bien commun, et les brevets et *copyrights* censés le privatiser n'y changent rien ; l'aire de la gratuité s'étend irrésistiblement. L'informatique et internet minent le règne de la marchandise à sa base. Tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible, communicable sans frais, tend irrésistiblement à devenir un bien commun, voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous. N'importe qui peut reproduire avec son ordinateur des contenus immatériels comme le *design*, les plans de construction ou de montage, les formules et équations chimiques ; inventer ses propres styles et formes ; imprimer des textes, graver des disques, reproduire des tableaux. Plus de deux cents millions de références sont actuellement accessibles sous licence « *creative commons* ». Au Brésil, où l'industrie du disque commercialise quinze nouveaux CD par an, les jeunes des *favelas* en gravent quatre-vingt *par semaine* et les diffusent dans la rue. Les trois quarts des ordinateurs produits en 2004 étaient autoproduits dans les *favelas* avec les composants de matériels mis au rebut. Le gouvernement soutient les coopératives et groupements informels d'autoproduction pour l'autoapprovisionnement. Claudio Prado, qui dirige le département de la culture numérique au ministère de la Culture du Brésil, disait récemment : « L'emploi est une espèce en voie d'extinction... Nous comptons sauter cette phase merdique du XX^e siècle pour passer directement du XIX^e au XXI^e. » L'autoproduction des ordinateurs par exemple a été officiellement soutenue : il s'agit de favoriser « l'appropriation des technologies par les usagers dans un but de transformation sociale ». La prochaine étape sera logiquement l'autoproduction de moyens de production. J'y reviendrai encore.

Ce qui importe pour le moment, c'est que la principale force productive et la principale source de rentes tombent progressivement dans le domaine public et tendent vers la gratuité ; que la propriété privée des moyens de production et donc le monopole de l'offre deviennent progressivement impossibles ; que par conséquent l'emprise du capital sur la consommation se relâche et que celle-ci peut tendre à s'émanciper de l'offre marchande. Il s'agit là d'une rupture qui mine le capitalisme à sa base. La lutte engagée entre les « logiciels propriétaires » et les « logiciels libres » (libre, « *free* » est aussi l'équivalent anglais de « gratuit ») a été le coup d'envoi du conflit central de l'époque. Il s'étend et se prolonge dans la lutte contre la marchandisation de richesses premières – la terre, les semences, le génome, les biens culturels, les savoirs et compétences communs, constitutifs de la culture du quotidien et qui sont les préalables de l'existence d'une société. De la tournure que prendra cette lutte dépend la forme civilisée ou barbare que prendra la sortie du capitalisme.

Cette sortie implique nécessairement que nous nous émancipions de l'emprise qu'exerce le capital sur la consommation et de son monopole des moyens de production. Elle signifie l'unité rétablie du sujet de la production et du sujet de la consommation et donc l'autonomie retrouvée dans la définition de nos besoins et de leur mode de satisfaction. L'obstacle insurmontable que le capitalisme avait dressé sur cette voie était la nature même des

moyens de production qu'il avait mis en place : ils constituait une mégamachine dont tous étaient les serviteurs et qui nous dictait les fins à poursuivre et la vie à mener. Cette période tire à sa fin. Les moyens d'autoproduction *high-tech* rendent la mégamachine industrielle virtuellement obsolète. Claudio Prado invoque « l'appropriation des technologies » parce que la clé commune de toutes, l'informatique, est appropriable par tous. Parce que, comme le demandait Ivan Illich, « chacun peut l'utiliser sans difficulté aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire [...] sans que l'usage qu'il en fait empiète sur la liberté d'autrui d'en faire autant » ; et parce que cet usage (il s'agit de la définition illichienne des outils conviviaux) « stimule l'accomplissement personnel » et élargit l'autonomie de tous. La définition que Pekka Himanen donne de l'*Éthique hacker*¹ est très voisine : un mode de vie qui met au premier rang « les joies de l'amitié, de l'amour, de la libre coopération et de la créativité personnelle ».

Les outils *high-tech* existants ou en cours de développement, généralement comparables à des périphériques d'ordinateur, pointent vers un avenir où pratiquement tout le nécessaire et le désirable pourra être produit dans des ateliers coopératifs ou communaux ; où les activités de production pourront être combinées avec l'apprentissage et l'enseignement, avec l'expérimentation et la recherche, avec la création de nouveaux goûts, parfums et matériaux, avec l'invention de nouvelles formes et techniques d'agriculture, de construction, de médecine, etc. Les ateliers communaux d'autoproduction seront interconnectés à l'échelle du globe, pourront échanger ou mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes. Le travail sera producteur de culture, l'autoproduction un mode d'épanouissement.

Deux circonstances plaident en faveur de ce type de développement. La première est qu'il existe beaucoup plus de compétences, de talents et de créativité que l'économie capitaliste n'en peut utiliser. Cet excédent de ressources humaines ne peut devenir productif que dans une économie où la création de richesses n'est pas soumise aux critères de rentabilité. La seconde est que « l'emploi est une espèce en voie d'extinction ».

Je ne dis pas que ces transformations radicales se réaliseront. Je dis seulement que, pour la première fois, nous pouvons vouloir qu'elles se réalisent. Les moyens en existent ainsi que les gens qui s'y emploient méthodiquement. Il est probable que ce seront des Sud-Américains ou des Sud-Africains qui, les premiers, recréeront dans les banlieues déshéritées des villes européennes les ateliers d'autoproduction de leur *favela* ou de leur *township* d'origine.

André Gorz

NDLR : Ce texte qu'André Gorz a terminé d'écrire le 17/09/2007 est une version revue et approfondie de celui écrit pour le manifeste d'Utopia. Rebaptisé pour notre dossier *Le travail dans la sortie du capitalisme* il a depuis été publié dans son livre posthume *Écologica* sous le titre *La sortie du capitalisme a déjà commencé*.

¹ Pekka Himanen, *L'Éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information*, tr. fr. C. Leblanc, Paris, Exils, 2001.